

juin 2009

Mener la guerre pour le bien des femmes... vraiment?

Montage photo : Chantal Locat



LE COLLECTIF
ÉCHEC à la GUERRE



Fédération **des femmes** du Québec

L'impact de la guerre sur les femmes

En janvier 2002, G.W. Bush déclarait : « Le drapeau américain flotte de nouveau au-dessus de notre ambassade à Kaboul (...). Aujourd'hui les femmes sont libres! ». Ainsi, la libération des femmes afghanes était présentée comme l'objectif principal de cette guerre déclenchée au lendemain du 11 septembre 2001. Rappelons-nous cependant que les talibans étaient au pouvoir depuis 1996, que la situation d'oppression vécue par les femmes afghanes était connue et largement dénoncée par des féministes partout dans le monde et que ni les États-Unis, ni d'autres puissances occidentales ne semblaient en faire grand cas. Comme le dit la féministe Christine Delphy, « Les États-Unis n'ont que faire des droits des femmes. Pas plus en Afghanistan, qu'au Koweït, en Arabie-Saoudite ou ailleurs. Au contraire, ils ont sciemment et volontairement sacrifié les Afghanes à leurs intérêts. »

Nous entendons beaucoup parler des soldats qui tombent au front, mais nous entendons relativement peu parler des impacts particuliers de la guerre sur les femmes. Or, les femmes ont toujours subi les affres de la guerre, aussi bien dans leur corps que dans leurs conditions de vie.

Le viol des femmes fait partie intégrante de la guerre. À travers l'histoire, les femmes ont, selon les circonstances, été considérées comme « butin de guerre », « monnaie d'échange », « repos du guerrier » et « champ de bataille », leurs corps étant identifiés au sol ennemi. Dans tous les cas, elles sont ravalées au rang d'objet et perçues comme un instrument licite d'échange entre les hommes. Les femmes étant considérées comme la propriété des hommes, le viol est vu comme une atteinte à l'honneur des hommes. Ainsi, le viol est utilisé pour humilier, déshonorer ou démoraliser l'ennemi, comme élément de propagande militaire, comme

politique de purification ou de nettoyage ethnique, comme acte de génocide, comme instrument de terreur politique, etc. Dans de nombreux pays, les femmes violées sont ensuite rejetées par leurs proches et bannies de leurs communautés, se retrouvant donc, en plus, isolées et marginalisées socialement, souvent privées de tout moyen de subsistance.

Ce n'est qu'en 1993-1994, dans les statuts des deux tribunaux pénaux internationaux créés pour juger les crimes commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda, que le viol et les autres violences sexuelles ont été explicitement mentionnés dans l'acte d'accusation puis sanctionnés comme crimes de guerre. Et cela, grâce aux requêtes présentées et aux mobilisations appelées par des organisations de femmes.

En Afghanistan, comme toujours en situation de conflits armés, le trafic des femmes à des fins sexuelles et la prostitution dans l'entourage de bases



Photo: Ehab Lotayef

militaires n'ont cessé d'augmenter depuis le début de la guerre. Même dans les camps de personnes réfugiées, les femmes sont souvent victimes de violences et de sévices sexuels, y compris de la part des humanitaires ou des soldats qui sont supposés les protéger. Ceci s'accompagne évidemment de la propagation du VIH-SIDA et d'autres infections transmises sexuellement. On note même une augmentation de la violence sexuelle, allant jusqu'à l'assassinat, lors du retour des soldats dans leur pays. A Fort Bragg, en Caroline du Nord, 3 femmes ont été assassinées par leur mari immédiatement après leur retour d'Afghanistan, et depuis 1995, il y a eu 218 cas d'assassinat domestique dans l'armée des É-U. Certains soldats semblent faire un transfert dans leur propre communauté du « droit » de violer et de tuer qu'ils avaient sur le champ de bataille.

Les guerres détruisent la structure familiale. Des femmes se retrouvent veuves (en 2008, il y avait plus de 1,5 millions de veuves en Afghanistan) et les enfants orphelins (12% de tous les enfants afghans), sans compter toutes les personnes mutilées; des communautés entières sont décimées et des millions de personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants, se retrouvent dans des camps de personnes réfugiées.

Comme si cela n'était pas assez, les guerres détruisent aussi les infrastructures, soit les aqueducs, les hôpitaux, les écoles et les routes. Cela rend très difficile, voire impossible, la tâche

des femmes qui ont la responsabilité de préparer la nourriture et de prendre soin de leurs proches, dont les enfants, les personnes âgées et les personnes malades. De plus, les déchets toxiques militaires ont un énorme impact, qui perdure à long terme, sur la vie reproductive des femmes : augmentation significative de malformations de fœtus, d'avortements spontanés et de cancers de l'utérus et du col. Par ailleurs, au Canada, comme dans les autres pays occidentaux, l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires en temps de guerre se fait aux dépens du financement des services publics (santé, éducation, services sociaux).

Levez-vous, femmes d'aujourd'hui !

Julia Ward Howe, bouleversée par le carnage de la guerre civile étasunienne, lança l'idée de la fête des Mères. En 1870, elle appela les femmes à se lever pour s'opposer à la guerre sous toutes ses formes :

« Levez-vous, femmes d'aujourd'hui! Dites fermement : Nous refusons de voir nos fils partir pour désapprendre tout ce que nous avons pu leur enseigner de charité, de miséricorde et de patience. Nous, femmes d'un pays serons trop tendres envers celles d'un autre pays pour laisser nos fils s'entraîner à blesser les leurs ».

(1870)

« Notre refus des guerres qui se sont faites et se font sur le dos et le ventre des femmes, c'est le refus d'être utilisées comme productrices en série de chair à canon, envoyées en masse dans les usines de production de guerre, retournées à la maison une fois la guerre terminée. Nous voulons briser le silence des femmes prostituées, violées comme on viole un territoire, crier avec les femmes dont les enfants sont déformés par les armes chimiques ou les radiations. (...) Ce ne sont ni les missiles, ni les bombes, ni les chars d'assaut, ni les emplois militaires, ni tout le reste de leur machine de mort qui donneront aux peuples du monde les services sociaux, garderies, logements, emplois décents et utiles, des conditions de vie et de travail pour lesquels nous nous battons depuis longtemps. »

Collectif féministe anti-militariste
de Québec (1984)

Déclencher une guerre pour la défense des droits des femmes, quel non-sens !

Peut-on réellement penser que la guerre en Afghanistan vise à libérer les femmes afghanes, comme l'ont proclamé en 2001 les dirigeants des États-Unis ?

À notre connaissance, c'est la première fois qu'un tel argument est utilisé. On peut se demander s'il ne fait pas partie d'une stratégie visant à instrumentaliser le discours, les revendications et les luttes féministes qui ont permis une avancée des droits des femmes. Cette position cache une vision essentiellement paternaliste et patriarcale voulant que des hommes blancs occidentaux aillent sauver les Afghanes des mains de leurs oppresseurs, idée reprise publiquement le 23 avril 2008 par le président de la France, Nicolas Sarkozy, pour justifier l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan.

En fait, depuis 2001 la situation générale des filles et femmes afghanes s'est très peu améliorée. Elle s'est même détériorée, si on tient compte de l'augmentation des cas de viol, d'auto-immolation, de la prostitution et du trafic sexuel. On peut donc encore une fois répéter que cet argument était pure manipulation.

Les atteintes aux droits des femmes sont toujours très réelles. Deux exemples récents : l'assassinat à Kandahar le 12 avril d'une femme membre du Conseil provincial, Setar Achakzai, et la loi adoptée « discrètement » en mars dernier par le gouvernement Karzai sur le statut personnel chiite légalisant l'inégalité entre les femmes et les hommes et, à toutes fins pratiques, le viol conjugal. Une centaine de femmes afghanes, sous une pluie de pierres, ont manifesté, à Kaboul, contre cette loi qui a d'ailleurs suscité un tollé de protestations à l'échelle internationale. À la suite de toutes ces pressions, Hamid Karzai assurait, le 27 avril dernier, que cette loi serait révisée et amendée. Presque chaque jour, des civils continuent d'être tués, dont un grand nombre de femmes et d'enfants. Les 164 civils tués lors des bombardements étasuniens dans la province de Farah le 5 mai 2009 en sont un nouvel exemple révoltant.

Même si les agresseurs avaient eu l'intention de « libérer » les femmes, les moyens employés sont incompatibles avec l'objectif. Les diverses formes de violence patriarcale (domestique, institutionnelle, politique) ne peuvent être combattues par des chars et des bombes. Bien au contraire. La guerre est elle-même un outil du système patriarcal, système de domination et de contrôle de la vie des femmes. Les armées et l'industrie militaire n'ont que faire de la défense des droits des femmes. Est-ce pour cacher ce fait que l'on brandit l'argument de la défense des droits des femmes ? Est-ce pour s'attirer la faveur des femmes et susciter l'adhésion des femmes ici à cette offensive militaire ?

Après 30 ans de conflits armés, l'Afghanistan est aujourd'hui un pays sur-militarisé et, selon un rapport de WOMANKIND Worldwide, c'est en même temps l'endroit le plus dangereux dans le monde pour être une femme. N'y a-t-il pas un lien à faire entre ces deux constats ?

« (...) Les manifestations étudiantes et autres contre les plus récents bombardements, tout comme les protestations de centaines de femmes le mois dernier à Kaboul, montrent au monde la voie vers une réelle démocratie en Afghanistan. Confrontées au harcèlement et aux menaces, les femmes ont pris la rue pour exiger l'abandon de la loi qui légaliserait le viol au sein du mariage et codifierait l'oppression des femmes chiites de notre pays. Tout comme les attaques aériennes des États-Unis n'ont pas apporté la sécurité aux Afghans et aux Afghanes, l'occupation n'a pas apporté la sécurité aux femmes afghanes. La réalité indique le contraire.

Cette loi infâme n'est que la pointe de l'iceberg de la situation catastrophique des droits des femmes dans notre pays occupé. Le système en entier, en particulier le système judiciaire, est infecté par le virus du fondamentalisme; ainsi, en Afghanistan, les hommes qui commettent des crimes contre les femmes le font en toute impunité. Les taux d'enlèvement, de viols collectifs et de violence domestique sont aussi élevés qu'auparavant, de même que le nombre de femmes qui s'immolent et qui se suicident par d'autres moyens. Tragiquement, des femmes préfèrent s'immoler par le feu plutôt que d'endurer l'enfer de leurs vies dans notre pays « libéré ».

La Constitution afghane contient des clauses concernant les droits des femmes – j'étais l'une des nombreuses déléguées à la Loya Jirga de 2003 qui ont poussé fort pour leur inclusion. Mais le document fondateur du « nouvel Afghanistan » a aussi été marqué par la forte influence des fondamentalistes et des seigneurs de guerre, avec lesquels le président Karzai et l'Occident ont fait des compromis depuis le début.

En fait, je n'ai pas vraiment été surprise par la plus récente loi contre les femmes. Quand les États-Unis et leurs alliés ont remplacé les Talibans par les tristement célèbres seigneurs de guerre et fondamentalistes de l'Alliance du Nord, je savais que le seul changement que nous allions connaître serait de passer de la poêle à frire au feu.(...) »

Malalai Joya, mai 2009



Tous les êtres humains ont le droit de vivre dans un monde sans guerre et sans conflit armé, sans occupation étrangère, ni base militaire. Nul n'a le droit de vie ou de mort sur les personnes et sur les peuples.

Charte mondiale des femmes pour l'humanité

« Des discours évoquant les droits des femmes et le besoin de les « protéger » sont utilisés pour justifier les occupations militaires (par exemple, en Afghanistan) et l'augmentation du racisme et de l'intolérance. En Irak, en Palestine, tout comme ailleurs, où les femmes sont très nombreuses parmi les victimes des guerres, ce sont également les femmes qui sont aux prises avec la survie matérielle, dans un contexte de destruction des infrastructures, et la survie émotionnelle, dans un contexte d'insécurité totale. »

***Tiré de la Déclaration de la MMF,
25 novembre 2007***

Une revendication de la Marche mondiale des femmes:

Paix et démilitarisation

L'action des féministes pour la paix ne date pas d'hier. Encore aujourd'hui elle prend différentes formes. Il y a, par exemple, le groupe très imaginaire Code Pink aux États-Unis et le Réseau international des Femmes en Noir qui regroupe des militantes de tous les continents. Elles veulent créer des ponts au-delà des frontières et des nationalismes et, dans certains cas, elles ont recours à des actions de désobéissance civile pour dire non aux agressions. Les Femmes en Noir d'Israël ont fait une déclaration percutante en janvier 2009 pour dénoncer la guerre d'agression contre Gaza.

Depuis 2000, la Marche mondiale des femmes travaille sur les enjeux de la paix et de la démilitarisation. La paix est d'ailleurs inscrite comme l'une des cinq valeurs fondamentales de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité adoptée en 2004.

Comment être solidaire des femmes afghanes dans leurs luttes pour la défense de leurs droits?

D'abord nous devons faire pression sur notre gouvernement pour le retrait des troupes d'Afghanistan. La fin de la guerre, le retrait des troupes étrangères et un repositionnement de l'aide internationale sont des conditions sine qua non de l'amélioration de la situation des femmes dans ce pays.

C'est là notre première responsabilité envers les femmes afghanes dans leur longue et difficile lutte pour l'égalité.

« Cet « accroissement soudain » de troupes en Afghanistan et la poursuite des bombardements ne contribueront en rien à la libération des femmes afghanes. Leur seul résultat sera d'accroître le nombre de victimes civiles et la résistance à l'occupation.

Pour vraiment aider les femmes afghanes, les citoyens et les citoyennes des États-Unis et d'ailleurs doivent dire à leurs gouvernements de cesser de soutenir et de couvrir un régime de seigneurs de guerre et d'extrémistes. Si ces brutes étaient enfin traduites en justice, les hommes et les femmes de l'Afghanistan seraient tout à fait capables de s'occuper d'eux-mêmes. »

Malalai Joya, mai 2009

En plus, d'exiger le retrait des troupes de l'Afghanistan, nous devons également :

- **identifier et dénoncer**, au sein de la société québécoise et canadienne, l'instrumentalisation des droits des femmes pour justifier la guerre d'occupation en Afghanistan;
- **déconstruire le discours** du gouvernement du Canada concernant les progrès réalisés en Afghanistan en matière de droits des femmes, de « bonne gouvernance », de droits de la personne, etc.;
- **demander des comptes et exiger la vérité** concernant l'intervention militaire canadienne : nombre de victimes afghanes résultant de l'intervention canadienne, usage de munitions prohibées, etc.;
- **développer des liens directs** avec des femmes et des organisations de femmes afghanes qui n'acceptent ni la logique d'un fondamentalisme répressif, ni celle des armées étrangères.

Ce fascicule fait partie des textes préparatoires au Sommet populaire québécois contre la guerre et le militarisme. Produit conjointement par le comité de suivi du Collectif Échec à la guerre et le Comité femmes et mondialisation de la FFQ, il est largement inspiré à la fois des documents *Femmes et guerres* et *Le rôle du Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan* (voir ci-dessous).

Pour en savoir plus :

1. Fédération des femmes du Québec, Comité femmes et mondialisation, *Femmes et guerres : comment développer une perspective féministe sur les conflits armés*, 2008, www.ffq.qc.ca/pub/Femmes-et-guerre-2008.pdf
2. Collectif Échec à la Guerre, *Le rôle du Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan*, février 2007, pages 13–18, www.echecalaguerre.org/index.php?id=50#question7
3. Gisèle Bourret, *La guerre en Afghanistan : l'alibi de la libération des femmes*, dans *Le Féminisme en bref*, numéro spécial, FFQ, 2008, pp. 54-55
4. WOMANKIND Worldwide, *Taking Stock Update, Afghan Women and Girls Seven Years On*, Rapport 2008, www.womankind.org.uk/upload/taking%20Stock%20Report%2068.p.pdf
5. Jules Falquet, *Hommes en armes et femmes « de service » : tendances néolibérales dans l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail*, Cahiers du Genre, no 40/2006
6. Medica Mondiale, *Afghanistan – Une guerre contre les femmes*, Rapport sur la mise en application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, 2 décembre 2007
7. Malalai Joya, *Une députée de la province de Farah condamne les bombardements de l'OTAN : « Ce massacre permet au monde d'entrevoir les horreurs auxquelles notre peuple fait face »*, 14 mai 2009, www.echecalaguerre.org/index.php?id=193
8. Anne-Marie Devreux, « Des appelés des armes et des femmes : l'apprentissage de la violence masculine à l'armée », *Nouvelles questions féministes*, vol. 18, nos 3-4, 1997, p. 49-79
9. Femmes en noir, www.womeninblack.org

Sommet populaire contre la guerre et le militarisme *les 14 et 15 novembre 2009 à Montréal*

Le lieu et la programmation seront annoncés sur le site dès que disponibles

Le Collectif Échec à la guerre

65 ouest de Castelnau, bureau 302
Montréal, Québec
H2R 2W3



www.echecalaguerre.org

Tél. : 514-919-7249 (919-PAIX)
Courriel : info@echecalaguerre.org